



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 05/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BRENNTAG SA

3 RUE FRANKLIN

--

33530 Bassens

Références : 2026_UD33_CRA_188

Code AIOT : 0100291079

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement BRENNTAG SA implanté 3 Rue Franklin – 33530 Bassens. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRENNTAG SA

- 3 Rue Franklin -- 33530 Bassens
- Code AIOT : 0100291079
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Par télédéclaration du 30 avril 2025, la société BRENNTAG a transmis, à la Préfecture de la Gironde, une déclaration pour l'exploitation d'un entrepôt dédié au stockage de produits chimiques, au 3 rue Franklin à Bassens.

Le site est soumis à :

- déclaration au titre des rubriques 4130 et 4140 de la nomenclature des installations classées (quantité < 10t) ;
- déclaration avec contrôle périodique au titre de la rubrique 4510 de la nomenclature des installations classées (quantité < 70t).

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.7.2	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative (pour les sites à déclaration)	Code de l'environnement du 26/02/2026, article R 512-55	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet
3	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Registre entrée/sortie	Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 3.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection réalisée de la société BRENNTAG à Bassens a permis notamment de constater :

- que les fiches de données de sécurité des produits chimiques sont facilement accessibles par informatique ;
- que des mesures sont prévues en cas notamment de déversement ou d'incendie de produits ;
- la présence des produits incompatibles (acides, bases, comburants et liquides inflammables) dans des rétentions dédiées à l'exception de la zone de commande où les produits sont stockés sans rétentions dédiées. D'après l'exploitant, ces produits sont stockés uniquement la journée en période d'activité, ils sont sous surveillance et des obturateurs sont placés au niveau des bouches de récupération d'eaux pluviales en cas de déversement de produits ;
- la conformité de l'état des stocks sur les matières dangereuses.

Des actions correctives doivent être mises en place par l'exploitant pour améliorer la gestion de la zone de commande des produits en étudiant la mise en place d'une rétention passive (mise en place de dos d'âne par exemple).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative (pour les sites à déclaration)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/02/2026, article R 512-55
Thème(s) : Situation administrative, Mise à disposition des FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9.</p> <p>Toutefois, les installations classées figurant à cette annexe ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement est déclaré au titre des rubriques 4130, 4140 et 4510 de la nomenclature des installations classées. Il est soumis à contrôle périodique au titre de la rubrique 4510. Le premier contrôle périodique doit être réalisé dans les 6 mois qui suivent la mise en service de cette installation.</p> <p>La société BRENNTAG doit donc réaliser ce premier contrôle périodique avant le mois de mars 2026, puis tous les 5 ans, sauf en cas de non conformités majeures.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Comme convenu lors de l'inspection, l'exploitant devra transmettre, à l'inspection des installations classées, le rapport du premier contrôle périodique de l'établissement au titre de la rubrique 4510 de la nomenclature des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Lors de la visite, l'inspection des installations classées a vérifié une fiche de donnée de sécurité (FDS) d'acide chlorhydrique datée du 25/09/2025, une FDS d'hypochlorite de sodium datée du 21/11/2024, et une FDS d'acétone datée du 3/02/2023. Ces 3 FDS, établies par la société BRENNTAG, étaient facilement accessibles par informatique et comportaient les mentions de danger des produits stockés. Les employés du site ont accès aux FDS par informatique. Une affiche donnant les modalités de connexion pour y avoir accès est présente dans le bureau d'exploitation. Il est à noter que les principales informations des FDS relatives à la protection des travailleurs sont indiquées sur les étiquettes collées sur les contenants.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Le site dispose, d'après l'exploitant : - de 3 directeurs des opérations interne (DOI) ;

<ul style="list-style-type: none"> - de 2 chefs d'intervention ; - de 2 équipiers de seconde intervention ESI. <p>D'après l'exploitant, si un épandage ou un incendie significatif se produit, l'un des DOI, toujours présent sur le site, contacte l'astreinte nationale qui fournit l'état des stocks. L'astreinte nationale examine ensuite la FDS du produit concerné par l'incident, puis aiguille le DOI sur les mesures à prendre.</p> <p>Toujours d'après l'exploitant, en cas d'incendie ou d'épandage de faible ampleur, le DOI gère l'incident avec les ESI présents.</p> <p>Il est noter, que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - concernant les moyens de lutte contre l'incendie, le site dispose d'extincteurs, de RIA et de PIA ainsi que de poteaux incendie ; - concernant les mesures à prendre en cas de déversement accidentel, l'établissement dispose de produits absorbants ; - concernant les mesures à prendre au niveau de la manipulation et le stockage des produits, l'exploitant a indiqué se reporter sur les préconisations des arrêtés ministériels applicables au site et des FDS ; - en cas de contamination des produits, ces derniers sont éliminés au sein de la SIAP à Bassens, d'après l'exploitant. <p>Il est à noter que les ESI qui interviennent en cas de déversements accidentels ou d'incendie notamment, reçoivent une formation tous les ans, d'après l'exploitant.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 2.7.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>A.-Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient ; -50 % de la capacité globale des réservoirs et récipients associés. <p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>B.-La rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir.</p> <p>L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel</p>

incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.

C.-La rétention résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physique et chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, s'il existe.

-En cas de rétention locale, le dispositif d'obturation, s'il existe, est maintenu fermé,

-En cas de rétention déportée, celle-ci est conforme aux dispositions du point 2.7.7 de la présente annexe.

D.-L'exploitant met en place les dispositifs et procédures appropriés pour assurer l'évacuation des eaux pouvant s'accumuler dans les rétentions.

Ces dispositifs :

-sont étanches aux produits susceptibles d'être retenus ;

-sont fermés (ou à l'arrêt s'il s'agit de dispositifs actifs) sauf pendant les phases de vidange ;

-peuvent être commandés sans avoir à pénétrer dans la rétention.

La position ouverte ou fermée de ces dispositifs est clairement identifiable sans avoir à pénétrer dans la rétention.

E.-Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés vers les filières de traitement des déchets appropriées.

F.-L'exploitant veille à ce que les capacités de rétention soient disponibles en permanence.

La rétention et ses dispositifs associés font l'objet d'une surveillance et d'une maintenance appropriées, définies dans une procédure.

G.-Une rétention affectée au stockage de réservoirs ne peut pas également être affectée au stockage de récipients mobiles, sauf dans le cas des rétentions déportées.

H.-Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même rétention. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de confinement des eaux d'extinction d'un éventuel incendie prévus au point 6.3 de la

présente annexe.

Constats :

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté :

- que les liquides inflammables sont stockés dans une cellule spécifique, formant rétention, coupe-feu 2 heures, équipée d'un dos d'âne ;
- que les acides sont stockés dans une rétention spécifique constituée d'un muret en parpaing et d'un dos d'âne ;
- que les bases sont stockés dans une rétention spécifique constituée d'un muret en parpaing et d'un dos d'âne ;

D'après l'exploitant, les quelques produits comburants pouvant être stockés sur le site le sont dans le local technique équipé d'une rétention spécifique constituée d'un muret en parpaing et d'un dos d'âne. Toujours d'après l'exploitant, il n'y aurait pas de produits toxiques stockés sur le site.

Les produits incompatibles sont donc stockés dans des rétentions dédiées excepté au niveau de la zone de commande où tous les produits sont mélangés. D'après l'exploitant, cette zone est sous surveillance, aucun produit n'est stocké la nuit ou le week-end, et des dispositifs d'obturation sont mis en place au niveau du réseau d'eau pluviales en cas de déversement de produits. Il est rappelé à l'exploitant qu'il lui appartient, sous sa seule responsabilité, de garantir en permanence l'absence de mélange de produits incompatibles et de déversement de produits chimiques et inflammables à l'extérieur du site.

Enfin, il est à noter que l'ensemble des produits est stocké à l'intérieur.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il convient, au niveau de la zone de commande des produits chimiques et inflammables :

- d'avoir une surveillance permanente ;
- qu'aucun produit ne soit présent dans cette zone, la nuit et le week-end ;
- de prendre les mesures nécessaires pour éviter tout écoulement à l'extérieur par des dispositifs passifs (dos d'âne par exemple).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Registre entrée/sortie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 3.5

Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, auquel est annexé un plan général des stockages.

Cet état, ainsi que les documents prévus au point 3.3 de la présente annexe sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de

secours, de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.

Constats :

L'exploitant tient un état des stocks journalier par type de produits (corrosifs, dangereux pour l'environnement, comburants, inflammables et combustibles, produits sans autorisation avec rubrique, ainsi que par activités).

Lors de la visite, l'état des stocks du 3/03/2026 a été vérifié. Il comportait le nom du produit, la rubrique ICPE, les quantités stockées, les mentions de dangers, le plan de stockage des produits.

Il est à noter que d'après cet état des stocks, aucun dépassement des produits pouvant être stockés n'a été constaté.

Type de suites proposées : Sans suite